

LA QUESTION DE MACÉDOINE

Dans un premier article ¹, j'ai posé la question de Macédoine — « qui n'est ni plus ni moins que notre vieille connaissance, la question d'Orient » — et j'ai recherché les causes pour lesquelles, après tant d'années de troubles chroniques et isolés, on a ébauché l'automne dernier, et on nous annonce pour le printemps, une révolution.

Aujourd'hui, je voudrais préciser le but du soulèvement, esquisser l'organisation des comités, et indiquer les conséquences probables — non seulement balkaniques, mais européennes — des faits actuels.

I

LA TACTIQUE MACÉDONIENNE

Des Bulgares macédoniens veulent faire une Macédoine autonome — et au besoin indépendante — sans plus se préoccuper de la principauté de Bulgarie que des autres petits États de la péninsule.

La scission entre eux et la principauté a des causes multiples.

Environ 200.000 Bulgares de Macédoine vivent hors de Turquie, au moins pendant la plus grande partie de l'année : toute une partie de Sofia est macédonienne. La plupart sont des journaliers agricoles ou des ouvriers, qui retournent passer l'hiver en Turquie. Mais beaucoup, et non les moins agités, appartiennent à ce prolétariat intellectuel qui, une fois sorti des écoles bulgares de Macédoine et de la principauté, ne sait comment gagner sa vie. Une petite partie a été casée par l'État bulgare dans l'armée, dans l'Université, dans les lycées. Les autres font de la politique. Peu à peu, un grand nombre de ceux-là, trouvant que leur influence n'est pas en proportion de leur valeur, se sont aigris. Ils ont rendu la Bulgarie responsable de leur trop piètre existence. Si jamais la Macédoine s'affranchit, ils veulent qu'elle soit à eux, sans qu'ils aient à partager avec les « frères » du Nord.

¹ Voir *Quest. Dipl. et Col.*, 15 janvier, t. XV, p. 82.

En 1896, le prince Ferdinand a voulu, comme gage de réconciliation avec la Russie, exiger que l'exarque vint résider à Sofia et mit fin au schisme. L'exarque menaça alors d'entrer en relations avec Rome¹. Toute une partie du clergé macédonien, menacé dans son existence même, n'a pas encore pardonné au prince.

Vers la même époque, pour des raisons financières, l'Etat bulgare n'a pas pu garder la haute main sur la propagande macédonienne, dont se sont emparés les comités, c'est-à-dire les Macédoniens. D'où, une accélération du mouvement.

Enfin, la politique de modération et de prudence sagement imposée à l'Etat bulgare par la Russie, ennemie des coups de tête, a fait déborder le vase².

Il n'y a, d'ailleurs, pas simplement opposition d'une idée nationale macédonienne à l'idée nationale bulgare. L'idée socialiste et internationaliste a fait son apparition en plein Orient. De jeunes Macédoniens, revenant des Universités françaises et suisses, ont apporté et propagé les nouveaux dogmes subversifs de l'Occident. On s'est surtout inspiré des révolutionnaires russes : Dobroloubof, Tchiernichevski. Si on parle d'une Macédoine futur centre de la fédération des Balkans, on y met comme condition que les Balkans se soient préalablement débarrassés de leurs dynasties, et jusqu'à un certain point, de leurs églises.

La supériorité que peut s'arroger ce nouveau parti, c'est qu'il élimine, par son principe même, les causes nationales de division. Plus de Bulgares, de Serbes, de Grecs et de musulmans, ennemis les uns des autres : rien que des Macédoniens.

Sans doute, la réalisation d'un pareil accord ne peut être entrevue que dans un avenir incertain. Mais, dès maintenant, le parti bulgare de la Macédoine autonome, tout en mettant la division parmi les Bulgares, même en Macédoine, a jeté un pont entre une partie des Bulgares et une partie des Serbes. L'idée d'une Bulgarie autonome est moins faite pour effrayer les Serbes du moment où l'autonomie n'a plus pour but de préparer l'annexion à la principauté. D'autre part, beaucoup de Serbes sont las de la politique turcophile. Elle est stérile. Elle rend les Slaves macédoniens de plus en plus réfractaires à la propagande serbe. La politique modeste des réformes nationales et scolaires apparaît insuffisante en présence des menaces de massacres dont les Albanais — Kurdes d'Europe — donnent déjà un avant-goût aux paysans de Vieille-Serbie. Les réformes politiques, l'autonomie,

¹ VIVRON BÉRAND. *En Macédoine*, p. 245 et suivantes.

² Par animosité contre la Russie, plus d'un des membres du comité Sarafof souhaite l'occupation austro-hongroise.

apparaissent comme indispensables. Des Serbes en viennent donc à adopter l'article essentiel du programme bulgare.

Cet été, à Belgrade, « la Société des habitants de Vieille-Serbie et de Macédoine », sorte de comité serbe turcophile, a été empêchée de tenir une assemblée par des professeurs et des étudiants de Belgrade, qui, une fois vainqueurs, ont proclamé la nécessité de la politique autonomiste.

Ainsi tend à l'emporter en Macédoine une politique révolutionnaire d'hommes d'action exaspérés. Ils reprennent pour le compte de la Macédoine la parole que dut prononcer en Italie le roi Charles-Albert : « ... *fara da se.* » L'Italie ne s'est pas faite ainsi, mais l'Italie — et avec elle, l'Europe — a été profondément agitée par des procédés identiques. La Macédoine entre dans la période, non des Cavour, — Cavour est peut-être à Sofia, — mais des Mazzini et des Garibaldi.

* *

Ce sont bien des *carbonari* et des chefs de partisans qui entrent en scène avec les « comités » et les « bandes ».

Il paraît qu'il existe, en Macédoine, des comités exclusivement macédoniens, sans lien avec le dehors, longtemps rudimentaires, nettement socialistes et partisans de l'action révolutionnaire. Boris Sarafof s'occupe actuellement de les organiser. Mais les comités qui ont jusqu'ici fait parler d'eux sont nés dans la principauté et y ont actuellement leur centre.

Ces comités locaux, constitués dans chaque ville de la principauté, surtout par les Macédoniens immigrés, se sont fédérés, vers 1890, en un « haut comité macédo-andrinopolitain ¹ ».

En 1895, une première incursion fut faite en Turquie par Boris Sarafof, alors tout jeune homme. Il occupa pendant un jour la petite ville de Melnik. Le haut comité semble ne pas être responsable de cette expédition. Les Macédoniens, qui n'étaient nullement préparés à le soutenir, le désavouèrent. L'État bulgare sévit.

De 1895 à 1899, le haut comité et ses filiales fonctionnèrent comme un vaste bureau de bienfaisance pour réfugiés. Il prit pour base de ses revendications l'article 23 du traité de Berlin et en appela aux Puissances. Mais, peu à peu, les hommes d'État qui en faisaient partie disparurent, et le pouvoir passa aux agitateurs. Boris Sarafof fut nommé président en 1899.

¹ Les comités prétendent étendre leur action au vilayet d'Andrinople, — bien qu'il n'y existe qu'une minorité bulgare, — à cause des prétentions de l'exarque sur plusieurs diocèses.

C'est l'époque où fut émis l'emprunt patriotique¹; où des sommes furent extorquées par la violence à de riches Bulgares; où furent assassinés, — par des indépendants trop zélés, dit-on, — des curateurs d'écoles macédoniennes serbes²; où le Macédonien-Bulgare Soyan Dimitroff assassina en Roumanie l'instituteur Michaliénu, Macédonien-Valaque, qui, dans son journal *Peninsula balkanica*, avait dénoncé des Macédoniens-Bulgares, dont deux furent condamnés à Monastir.

On se souvient des incidents diplomatiques qui suivirent. Sarafof fut, sur les sommations de la Roumanie, arrêté, jugé et acquitté dans la principauté. Pendant le procès, il avait démissionné, et un congrès extraordinaire élut président M. Michailowsky, à qui, six mois après, fut adjoint comme vice-président le colonel Tzontchef. Les modérés semblaient l'emporter : Michailowsky avait reçu le mandat de suivre une politique à la fois plus énergique que celle de 1895 à 1899, et plus correcte que celle de Sarafof. Mais les trois quarts des sociétés de Bulgarie, se prononçant pour Sarafof, abandonnèrent le haut comité ainsi transformé. Elles élurent président l'ingénieur Stanichef.

Sarafof reste en marge. Il s'occupe de l'action sans assumer à nouveau les responsabilités quasi officielles.

Michailowsky a présidé à l'insurrection de cet automne. Il était probablement débordé par les impatients. Il désirait se montrer en Macédoine où l'influence de Sarafof est prépondérante. Il voulait aussi attirer l'attention de l'Europe avant d'entreprendre sa tournée d'hiver en Occident. Des bandes d'émigrés macédoniens passèrent en Macédoine et tentèrent de déterminer un soulèvement général. On se battit surtout dans la montagne de Périn et dans le vilayet de Monastir, où le colonel Jankof, qui en est originaire, avait été peu auparavant, pendant un séjour en congé régulier, acclamé par ses compatriotes enthousiasmés³. Les résultats ne furent pas brillants. On ne réunit guère que 3.000 hommes. Les bandes hostiles de Sarafof, qui n'avait pas donné le signal et ne voulait pas laisser discréditer la révolution, barrèrent sur plusieurs points la route aux bandes de Michailowsky et ne les laissèrent guère opérer que là où existait une préparation à peu près

¹ Le comité émit des titres et les capitalistes gros et petits durent souscrire bon gré mal gré.

² Ces écoles ne peuvent pas s'ouvrir, ou subsister, sans un garant, ou curateur : en assassinant quelques curateurs et terrorisant les autres, on espérait amener la fermeture des écoles.

³ Pour la géographie des centres insurrectionnels, voir GAULIS, *Bulgarie et Macédoine* (*Revue de Paris*, 1^{er} nov. 1902, p. 95 et suiv.).

suffisante. La Turquie s'en prit à la principauté de Bulgarie. La Bulgarie, tout en échelonnant des troupes sur sa frontière, répondit à peu près comme le ministre Bratiano à l'Angleterre, lors de la révolution balkanique qui précéda la guerre turco-russe : « Ce sont des sujets turcs qui rentrent chez eux ; je n'y puis rien. »

Aujourd'hui, tout est calme. Les insurgés se sont en grande partie réfugiés dans la principauté. La neige et le froid rendent impraticables le Rhodope, la montagne de Périm et les sommets qui dominant Monastir. Mais que se passera-t-il au printemps ?

Entre Michailowsky et Sarafof il ne semble guère y avoir, en fait, qu'une querelle de coterie. — Michailowsky déclare qu'il y a en Macédoine des nationalités distinctes, mais qu'elles doivent s'effacer devant le danger commun : quelle différence pratique avec l'internationalisme de Sarafof ? — Michailowsky est bien convaincu que la Macédoine ne peut réussir qu'avec l'aide des puissances, et il a tenté, en Angleterre et en France, de soulever l'opinion pour faire pression sur les gouvernements : « Ce ne sont pas les Canaris et les Botzaris, dit-il, qui ont affranchi la Grèce ; c'est l'Europe, et je lui fais appel. » Mais il affirme que, si l'Europe est sourde, la Macédoine ne peut plus attendre, et il annonce, comme Sarafof, la révolution pour les premiers beaux jours.

Si la révolution éclate, que se passera-t-il en Macédoine ?

Puisqu'il y aura vraisemblablement marche parallèle du comité Sarafof, du comité Michailowsky et des comités exclusivement macédoniens¹, les bandes, — cadres toujours prêts du soulèvement, — recevront toutes leur mot d'ordre. Tout paysan qui, sans probablement savoir de quel groupement il lui vient, a été armé d'un fusil par quelque agent mystérieux, devra exécuter sa consigne, qui est le plus souvent de rejoindre une bande.

Mais combien y a-t-il en Macédoine de fusils entre les mains des chrétiens ? M. Gaulis parle de 125.000 Martini et Mauser vendus, en 1897, avec 50 millions de cartouches, par la principauté à un groupe bulgare, et de toute la « pacotille patriotique » de l'« Ethniki Hetairia ». — comité grec de la

¹ Ces lignes étaient écrites quand a été connue la nouvelle d'une entrevue entre MM. Michailowsky et Sarafof. « La fusion des deux fractions du parti macédonien... peut être considérée comme faite en principe, en vue de l'insurrection en Macédoine au printemps prochain, suivant les uns en avril, suivant les autres en fin février déjà ; mais cette fusion ne sera un fait accompli qu'après la réunion très prochaine d'un grand congrès macédonien à Sofia ». *Le Temps*, 23 janvier 1903. — Il est nécessaire d'ajouter que MM. Michailowsky et Sarafof ont d'autres fois déjà, et en vain, tenté de se réconcilier.

guerre de 1897, — achetée à bureau ouvert par Sarafof, à Athènes¹. Combien de ces armes sont entrées en Macédoine ? Un Français qui connaît bien la péninsule m'a affirmé que les Bulgares de Turquie disposent au maximum de 20.000 fusils. Question capitale, à laquelle les seuls initiés pourraient actuellement répondre.

Dès le début, les insurgés auront à lutter, — sans parler des formidables réserves d'Asie, — contre une armée régulière de 80.000 hommes. Des bandes de *bachibouzouks* — volontaires musulmans — se formeront en quelques jours, s'élèveront vite à une vingtaine de mille hommes et tomberont sur les villages chrétiens, privés de leurs défenseurs. Ce sera le recommencement de ces « atrocités bulgares » de 1876, où, d'après un rapport anglais, 65 villages furent détruits et 15.000 personnes massacrées ; d'après le consul américain, 100 villages et plus de 30.000 personnes.

Au fond, et bien que cela soit atroce, c'est peut-être plutôt sur ces hécatombes que sur la résistance des bandes dans la montagne — trop connue des gendarmes turcs et des musulmans albanais — que comptent les chefs révolutionnaires : « Nous périrons pour attirer l'attention sur nous », dit Michailowsky, qui sait bien que la partie est hasardeuse et répète souvent : « Nous tentons de transporter une montagne avec « une cuiller. »

Emouvoir l'Europe par des massacres inouïs ; déterminer une telle agitation dans la péninsule que les petits Etats se trouvent engagés dans la lutte sans que leurs gouvernements puissent penser à résister ; acculer l'Europe à une guerre générale en envenimant la question d'Orient : c'est bien là toute la tactique macédonienne des comités.

Deux puissances semblent avoir pris d'avance en main les intérêts de l'Europe, — et peut-être aussi ceux de la Macédoine.

II

L'ENTENTE AUSTRO-RUSSE

Moralement, et jusqu'à un certain point, juridiquement, c'est l'Europe qui devrait, pour couper le mal à la racine, mettre fin au régime hamidien en Macédoine.

En effet, toutes les grandes puissances ont signé le traité de Berlin. Elles ont négligé d'imposer l'exécution de l'article 23. Elles n'en ont pourtant pas seulement le droit. Elles en ont

¹ GAULIS, *op. cit.*, p. 92.

contracté le devoir le jour où elles ont rétabli la domination turque sur les pays slaves.

Un grand congrès, suite de celui de Berlin, devrait se réunir, reprendre la tâche de la conférence de Constantinople et la mener à bout ¹.

La difficulté n'est pas de trouver les réformes possibles. On n'a que l'embarras du choix entre les projets antérieurs, — notamment ceux de 1876 pour une grande Bulgarie et ceux de 1880 pour la Turquie d'Europe actuelle. Les précédents récents et les modèles encore existants abondent dans les pays voisins : — Serbie, depuis l'établissement de l'autonomie jusqu'à l'évacuation de la citadelle de Belgrade par les troupes turques ; Liban, depuis l'intervention française ; Crète, formellement désignée par l'article 23 ; Roumélie Orientale, de 1880 à 1885, si ce qui suivit ne devait pas rendre plus prudent ; Egypte, notamment pour les tribunaux.

On entrevoit aisément les grands principes à adopter : — dans les vilayets actuels, ou dans des circonscriptions plus grandes et mieux adaptées à la carte ethnographique, des gouverneurs chrétiens seraient nommés avec le concours de l'Europe. Les garnisons turques n'auraient plus qu'un rôle exclusivement militaire ; une milice locale serait chargée de la police ; les musulmans n'auraient pas plus que les chrétiens le droit de port d'armes. Des tribunaux impartiaux seraient organisés. On renoncerait complètement au régime occidental et individualiste : on développerait, sans partialité, les différentes communautés religieuses et nationales, — en trouvant une combinaison nouvelle pour les Serbes actuellement sans église nationale ; — (par cette méthode seulement, on arrivera à faire vivre en paix les divers groupements enchevêtrés et à dégager la vraie physionomie du pays). Pendant une période transitoire, l'Europe interviendrait plus énergiquement, et présiderait à l'établissement du régime nouveau ; en 1876, il fut déjà question d'envoyer temporairement en pays bulgare une gendarmerie mixte européenne, dont le contingent avait, je crois, été fixé à 3.000 hommes ².

¹ D'autres sujets aussi pourraient et devraient être traités : la situation de l'Arménie est toujours des plus précaires ; la situation de fait de la Roumélie Orientale devrait être consacrée ; le dernier mot n'a pas été dit sur la Crète, etc.

² Voici, d'après une note de presse, quelles sont les réformes qu'a proposées, dans sa conférence de décembre 1902, M. Povolni, correspondant du *Sviet* :

« Partant de ce fait que, d'une part, aucune réforme n'est possible en Macédoine
« avec le maintien du régime des pachas turcs, et que, de l'autre, l'abolition de la
« domination du Sultan dans cette province provoquerait aussitôt les convoitises de
« divers États, le conférencier propose un terme moyen : réserver à la Turquie une
« position strictement indispensable pour le maintien de sa souveraineté, par l'en-

D'ailleurs, toute réforme sérieuse en Turquie d'Europe serait bonne, — comme toute issue ouverte dans une chaudière à trop haute pression permet de prévenir une explosion.

Mais ce qui est difficile, c'est de vouloir assez énergiquement des réformes pour les imposer au Sultan.

Les représentations isolément et successivement faites à Constantinople par différentes ambassades n'ont eu pour résultat que d'amener la Sublime Porte à jouer une nouvelle comédie à l'usage de l'Europe. Le Sultan a signé en décembre un iradé impérial qui, prétend-il, réorganise la Turquie d'Europe. Parmi une série de phrases alambiquées et hypocrites et de recommandations faites aux gouverneurs à très haute voix, afin que les puissances entendent, on ne découvre qu'une innovation : des commissions et des fonctionnaires nouveaux seront nommés par le Sultan. Ils compliqueront encore la machine turque ; ils aideront à arrêter entre les provinces et Yldiz Kiosk les plaintes des raïas¹.

Une pareille façon d'agir n'a provoqué aucune protestation collective. L'Europe a paru se rendormir.

« tretien des garnisons dans les principaux centres et conférer le reste (administra-
 « tion intérieure, affaires économiques, etc.) aux populations de ce pays, qui, pour
 « se garantir contre les exactions possibles de la soldatesque turque, organiseraient
 « une police et une milice indigènes. Un arrangement pareil a subsisté en Serbie
 « pendant plus de cinquante ans sans avoir donné lieu à des conflits, car le Turc,
 « une fois qu'il se sait dessaisi de la surveillance et de la domination sur les indi-
 « gènes, se désintéresse de leurs affaires et se confine dans son milieu musulman.
 « Afin d'éviter des collisions entre les diverses nationalités de la Macédoine, le futur
 « statut (qui devrait être étendu sur la Vieille-Serbie où la situation est encore plus
 « critique, et sur l'Albanie où des fermentations de troubles se font sentir) stipule-
 « rait l'égalité absolue des langues et nationalités et le règlement de la question
 « agraire par l'abolition du système féodal turc. Comme les populations de la Ma-
 « cédoine sont dès à présent dans un état d'animosité les unes contre les autres et
 « que, copiant les procédés de leurs maîtres, elles liquident leurs querelles par des
 « moyens violents, il est nécessaire de faire précéder l'introduction de ces réformes
 « par une occupation européenne provisoire qui habituerait la Macédoine à un
 « régime d'ordre et de légalité. Toutefois, afin d'empêcher que cette occupation
 « puisse être exploitée par certaines puissances qui ont des visées annexionnistes sur
 « la Macédoine, il faudrait faire la répartition des rayons d'occupation de façon à
 « ne pas les exposer à une tentation de ce genre. M. Povolni, après une étude ap-
 « profondie de la situation, propose la répartition suivante : Vieille-Serbie et san-
 « djak de Dibra, où sévit le problème serbo-albanais, à la France, la plus désinté-
 « ressée de toutes les puissances ; les sandjaks de Skopje (Uskub) et de Bitolia
 « (Monastir), agités par le problème serbo-bulgare, à la Russie ; le vilayet de Scu-
 « tari et le sandjak d'Elbassan (convoitises austro-italiennes), à l'Angleterre ; le vilayet
 « de Yanina (problème gréco-albanais), à l'Allemagne ; les sandjaks de Gueuridje,
 « Serfidje et Salonique (conflit gréco-serbo-bulgare-valaque), à l'Italie ; les sandjaks
 « de Sérès et Drama (conflit gréco-bulgare), à l'Autriche-Hongrie. »

¹ On trouvera le texte de cet iradé dans la *Revue d'Orient et de Hongrie* du 10 décembre 1902. La récente nomination du président du comité turc des réformes comme grand vizir ne peut avoir aucune importance, si, comme je le crois, les réformes étudiées par ce comité sont sans portée. — Pour les questions qui se posent à propos des plus récents projets de réforme, voir le *Mouvement macédonien*, journal des mieux documentés, dont le rédacteur en chef est M. Radoff.

Mais la Russie s'est mise à l'œuvre, — avec l'Autriche-Hongrie.

• •

Quelque patiente, et en apparence effacée, qu'ait été, depuis la guerre turque, l'action russe dans les Balkans, la Russie ne pouvait, en aucun cas, se désintéresser des événements actuels.

Si l'Asie l'a absorbée, elle n'a pas pour cela oublié les frères slaves et orthodoxes des Balkans au point de ne pas s'inquiéter quand ils sont en péril. D'autre part, la paix européenne est la condition nécessaire de l'expansion russe en Asie, et un danger de guerre générale ne peut pas menacer en Europe sans que le Tsar, qui prit l'initiative de la conférence de La Haye, ne s'en émeuve.

Il y a plus : la Russie, obéissant à la loi d'oscillation d'Occident en Orient et d'Orient en Occident qui semble devoir désormais la régir, s'intéresse chaque jour un peu plus aux affaires d'Europe.

Son évolution en Asie, elle-même, la ramène vers l'Ouest. Sans doute, en Extrême-Orient, les affaires de Chine et l'alliance anglo-japonaise la préoccupent toujours. Mais le Transsibérien est achevé ; Port-Arthur est relié à Moscou ; le chemin de fer de Mandchourie est occupé militairement. Dans cette zone, un but est atteint : la mer libre du Pacifique. Au contraire, l'expansion russe vers l'autre mer libre asiatique — l'océan Indien — désormais décidée, mais à peine ébauchée, est compromise. Or, ce n'est pas surtout l'Angleterre qui, — inquiète pour l'Inde et jalouse de la Perse, — menace. Le chemin de fer allemand de Bagdad enlève une partie de son utilité au futur chemin de fer russe à travers la Perse. Economiquement et militairement, il menace la Russie¹. L'Allemand devient pour l'Empire des Tsars un adversaire asiatique. Mais le chemin de fer de Bagdad n'est que le cours inférieur du *Drang nach Osten* européen. Pour avoir prise sur l'Allemand en Asie, la méthode la plus sûre est d'agir en Europe.

En même temps, ces « Sociétés de bienfaisance » russes, qui, en 1878, avec les Axakof et les Katkof, ont forcé la main au Tsar et lancé l'armée russe dans les Balkans, se reconstituent et s'agitent à Saint-Petersbourg et à Moscou.

L'armée russe, qui s'adapte rapidement à son rôle mondial,

¹ Quand sera refait par les colons allemands le gigantesque « grenier à blé » du Tigre et de l'Euphrate, les blés russes seront concurrencés. Nous avons vu que le chemin de fer de Bagdad rendra mobilisable l'armée turque d'Asie : la Russie pense à sa frontière caucasienne. — Voir : *L'influence de l'expansion asiatique sur les politiques russe et allemande* (Rev. bleue, 24 mai 1902).

nouveau, sera bientôt fragmentée en armées indépendantes les unes des autres : elle pourra faire face à la fois à tous les ennemis possibles. Pendant les événements de Chine, il fallut, pour agir en Mandchourie, drainer les régiments d'Europe. Aujourd'hui l'armée d'Extrême-Orient peut, avec ses réserves sibériennes, se suffire à elle-même. L'armée du Caucase est depuis longtemps autonome. L'armée du Turkestan, qui encadrerait les éléments de l'Asie centrale, est en pleine organisation. L'armée russe d'Europe aura bientôt ses coudées franches. La Russie, toujours pacifique, peut enfin parler plus haut en Europe et y jouer le rôle qui lui revient.

Dès le début d'octobre, elle se montre aux fêtes de Chipka. Le général Kouropatkine, ministre de la guerre, l'y représente officiellement. Des membres des Sociétés de bienfaisance y sont délégués. Les troupes bulgares osent pour la première fois manœuvrer au Sud des Balkans, en Roumélie Orientale. En même temps, les Russes donnent de fermes conseils de prudence que, deux mois et demi après, répète en termes impératifs l'officiel *Messenger de l'Empire*¹ : la Russie n'oublie pas les Slaves des Balkans, mais elle veut agir à son heure, dans le silence et la paix, et d'accord avec la seule Autriche-Hongrie.

Peu après, le comte Lamsdorf, ce bénédictin qui déteste les déplacements et la vie mondaine, a quitté le doux Livadia, où il était auprès du Tsar. Il est allé, par le rude hiver oriental, à Belgrade, à Sofia et à Vienne. Le voilà rentré en Russie.

Qu'a-t-il été dit dans ces entrevues rapides entre le ministre de Nicolas II et les souverains et ministres de Serbie, de Bulgarie, et surtout d'Autriche-Hongrie? Des résolutions ont-elles été prises, et quelles résolutions?

Je ne prétends pas faire de révélations : au moment où j'écris, rien de ce qui s'est passé n'a été divulgué. On ne peut que faire des hypothèses et chercher à découvrir la plus vraisemblable.

* *

A supposer que la Russie et l'Autriche-Hongrie aient adopté, ou soient sur le point d'adopter, un plan d'action commune, est-il possible qu'elles se soient seulement engagées l'une à l'égard de l'autre à limiter le foyer d'incendie?

Elles s'arrangeraient de façon à retenir, quoi qu'il arrive, la Bulgarie et la Serbie. Elles feraient savoir aux Macédoniens qu'ils n'ont à compter sur aucune aide. Si les comités donnaient, quand même, le signal de la révolution, elles assisteraient,

¹ Voir le passage essentiel de cette note dans le *Temps* du 16 décembre 1902.

impassibles, au massacre. On verrait, en pleine Europe, se reproduire les événements d'Arménie. Si la Bulgarie ou même la Serbie leur échappaient, elles se contenteraient de rétablir, ~~comme après la guerre turco-grecque de 1897, les frontières~~ actuelles. Une politique aussi férocement étroite est, en l'espèce, invraisemblable¹.

Plaçons-nous exclusivement au point de vue le plus strictement utilitaire. La cause du mal est trop évidente pour que les deux puissances intéressées ne l'aient pas aperçue. Pourquoi se contenteraient-elles d'avoir recours à des remèdes empiriques qui, employés isolément, sont par trop insuffisants? Il est évident que l'Autriche-Hongrie et la Russie limiteront la liberté d'action des petits Etats balkaniques. Il est certain qu'elles ne veulent pas — la Russie surtout — entendre parler des comités révolutionnaires macédoniens. Mais elles savent que les réformes, en Macédoine et en Vieille-Serbie, sont la condition d'une détente : elles aimeraient mieux prévenir l'incendie qu'avoir à le limiter pendant un temps indéterminé.

J'ai le ferme espoir qu'avec ou sans le concours postérieur des autres puissances, elles présenteront au Sultan un programme de réformes : unies et résolues, elles disposent, pour les faire aboutir, d'une force d'intimidation suffisante.

Mais se contenteront-elles de régler dans les Balkans les affaires du Sultan et de ses sujets? Dans l'imbroglio balkanique, tous les problèmes sont solidaires. Aucun ne sera vraiment résolu tant que les autres continueront à se poser. L'Autriche-Hongrie et la Russie ne cherchent-elles pas à mettre fin à leur propre rivalité, à transformer en une paix véritable la trêve de 1897? La question présente un double intérêt : la paix dans les Balkans — et peut-être aussi l'existence de la Triple Alliance — dépend de la réponse qui lui sera donnée.

Si la Russie a encore des visées sur un territoire de l'Empire turc, c'est en Asie, du côté de l'Arménie, qu'elle regarde. Là aussi elle a dû reculer en 1878 : elle a perdu à Berlin la grande route d'Erzeroum en Perse et les sources de l'Euphrate que lui cédait le traité de San-Stefano. Des hautes montagnes arméniennes, elle dominerait le chemin de Bagdad et l'entreprise allemande. Elle aurait, en avant du Caucase, une formidable citadelle. Les Arméniens, traqués par les Kurdes et les soldats de l'Islam, sont mûrs pour une annexion. Dans cette région, l'Autriche-Hongrie n'a aucun intérêt.

Dans les Balkans, au contraire, la Russie n'apparaît plus

¹ Elle serait, d'ailleurs, contraire à la note du *Messenger de l'Empire* qui parle formellement de réformes.

comme un envahisseur menaçant. Sans doute, elle tient à conserver et à développer son influence à Sofia et à Belgrade. Mais elle sait maintenant que la Bulgarie surtout ne se résignera jamais au rôle d'Etat feudataire. Sa principale préoccupation est que, en dehors des petits Etats affranchis, le Slave des Balkans, — doublement Slave à ses yeux, parce qu'il est orthodoxe, — ne soit pas annexé par une grande puissance. Son différend avec l'Autriche-Hongrie est singulièrement simplifié.

Du côté de l'Albanie et de la côte Adriatique, aucune considération essentielle ne l'empêche de donner carte blanche à l'Autriche-Hongrie. A la différence de l'Allemagne, elle n'a pas à se préoccuper du conflit austro-italien : il ne peut que lui profiter. Tout ce qu'elle aurait à exiger, c'est que le Monténégro ne soit pas enclavé¹.

Au contraire, sur le chemin de Salonique, il y a des Slaves orthodoxes. La Russie ne peut donc pas consentir à une occupation austro-hongroise de la Vieille-Serbie et de la Macédoine occidentale. Mais l'Autriche-Hongrie ne pourrait penser à cette occupation que pour s'assurer Salonique et la voie libre jusqu'à la mer. Or, la Russie ne doit pas beaucoup plus se préoccuper de Salonique, ville judéo-internationale, que lorsqu'elle la laissait à la Turquie par le traité de San-Stefano. Reste le chemin de fer, en partie construit et en partie projeté, de Vienne et de Budapest à Salonique par Sarajevo. Ne peut-on pas le rendre distinct des territoires slaves qu'il traverse? Le Danube, enserré dans son cours inférieur entre la Roumanie et la Bulgarie, n'en est pas moins, de par les traités, une voie internationale largement ouverte à l'Autriche-Hongrie : il lui assure pleinement son débouché nécessaire vers la mer Noire. Quelle différence entre une voie fluviale et une voie ferrée? C'est une solution analogue à la solution danubienne qui peut mettre fin à l'ultime difficulté austro-russe dans les Balkans.

Alors le pacte austro-russe de 1897, jusqu'ici atermoiement heureux, mais précaire et négatif, deviendrait une entente harmonieuse.

Le Habsbourg ne serait plus tenu à cette obligation de chercher à Berlin un allié contre le Russe, que Bismarck lui imposa tacitement par le don d'intérêts balkaniques non encore délimités et précisés.

Je n'ai pas l'intention de montrer ici que cette obligation fut une des principales raisons d'être de la Triple Alliance. Je l'ai

¹ Bien qu'il possède les ports de Duligno et d'Antivari, le traité de Berlin, le frappant d'une servitude au profit de l'Autriche, ne lui laisse pas la mer libre. — Voir sur cette question, comme sur toutes celles relatives à l'application du traité de Berlin, Max CROUBIN : *la Question d'Orient depuis le traité de Berlin* (Roussou), p. 68 et suiv.

fait dans un récent article¹ ; j'ai cherché à y établir que le Habsbourg tendra de plus en plus à reprendre sa pleine liberté d'action. J'ajouterai seulement quelques remarques à propos des faits récents qui nous occupent.

Le comte Lamsdorf, après avoir parlé à Vienne de la question macédonienne, a « peut-être estimé, dit le *Temps*, qu'il ne fallait pas perdre cette occasion de traiter avec son collègue du Ballplatz d'autres questions internationales et d'examiner si l'entente austro-russe dans les Balkans ne comporte pas, à titre de conséquence, un rapprochement plus général, surtout en présence du relâchement des liens de la Triple Alliance et du caractère offensif, même à l'égard de ses alliés, de la politique économique et douanière de l'Allemagne ».

En tout cas, l'archiduc François-Ferdinand — qui commence décidément à prendre une part active au gouvernement — semble, bien qu'il n'aime pas les démonstrations, s'être plus que jamais mis en avant pendant le séjour à Vienne du comte Lamsdorf. Or, il est intéressant de noter que le premier acte important de l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie — sa visite au Tsar — est suivi d'une indication concordante.

Enfin, dans la crise actuelle, l'Autriche-Hongrie est loin d'emboîter, comme trop souvent, le pas à l'Allemagne. Elle ne se laisse pas arrêter par l'idée que les intérêts balkaniques de son allié pourraient devenir opposés aux siens. Elle négocie avec la Russie, tandis que ses alliés de la Triple Alliance² se taisent. Le conflit austro-russe s'apaise dans les Balkans. Qui sait si nous ne verrons pas, sur un théâtre encore plus vaste, l'Allemagne engager une lutte économique et diplomatique contre la Russie et l'Autriche-Hongrie réconciliées?

Ces conséquences indirectes, incertaines aussi³, des affaires de Macédoine seraient pour la France d'une importance capitale.

Nous ne devons pas regarder du côté de la Macédoine seulement parce que la paix européenne pourrait y être menacée⁴.

¹ *Le Rapprochement franco-italien* (Quest. Dipl. et Col., 15 octobre 1902).

² Je ne crois pas que le voyage du Kronprinz à Saint-Petersbourg ait atténué la portée de ces faits.

³ Depuis que cet article a été composé, M. Gabriel Hanotaux a écrit : « Le comte Lamsdorf s'est déplacé lui-même. On ne sait pas grand'chose de ce qui s'est fait au cours de son voyage circulaire. Mais il est probable que, si les hommes d'État se recherchent et se rencontrent, ce n'est pas pour se dire des choses désagréables. A cette besogne, les diplomates ordinairement accrédités suffisent. Il faut donc supposer qu'on a remis sur pied, et peut-être complété, l'arrangement de 1897 entre la Russie et l'Autriche. Tout porte à croire que rien ne passera dans les Balkans, qui n'ait été prévu et réglé entre les deux puissants voisins. Ils ont pris leurs précautions pour échapper aux influences adverses qui les portent à se heurter. »

⁴ Édouard Hervé « adopte la cause des Slaves du Sud et des Slaves du centre, ces peuples pleins de sève et d'avenir, tournés vers la France et trop négligés par elle. Il attire constamment nos regards sur cette presqu'île des Balkans, où toutes les espérances et tous les regrets semblent s'être donné rendez-vous pour s'y livrer ».

Où les puissances directement intéressées vont se contenter de faire à l'édifice turco-européen vermoulu quelques réparations de crépissage, qui cacheront peut-être les lézardes, mais ne retarderont que de quelques années ou de quelques mois la reconstruction devenue indispensable. Ou elles iront jusqu'au fond des choses, et la France — tout en sauvegardant par ailleurs ses intérêts plus immédiats — pourra voir changer bientôt à son avantage le groupement général des puissances.

Les opprimés courageux passionnent toujours le public français, quand ils arrivent à lui faire connaître leur existence et leurs efforts. Mais parfois nous arrivons à nous reprendre en songeant que nous avons des devoirs plus étroits à l'égard d'opprimés qui ne sont pas des étrangers. Or, quand il s'agit des Slaves des Balkans, nous pouvons écarter ce légitime scrupule : leur cause est, par un certain côté, solidaire de la cause d'une France qui doit être européenne forte. C'est la plus complète adhésion que je puisse donner à leurs revendications : il nous faut les soutenir de toute notre puissance et en toute occasion.

Depuis quelques années, trop de différends ont existé entre la France et la Russie. Lors des massacres d'Arménie, notre initiative a été paralysée par la politique réaliste et personnelle de la Russie. En Orient, les vieux droits que la France tient des capitulations et de la tradition sont froissés par un protectorat orthodoxe naissant. Alors que notre alliée refusait de prendre part à la conférence sucrière de Bruxelles, nous sommes entrés en rapport avec l'Angleterre et les puissances tripliciennes, et nous avons traité avec elles. Nous blesserons la Russie « à la « prunelle de l'œil », si nous aidons l'Allemagne à pousser plus avant l'entreprise de Bagdad. — Au contraire, en Macédoine, les intérêts et l'idéal des deux puissances amies me paraissent parfaitement concorder. Nous n'aurons pas, prochainement, à ménager notre appui aux projets de réformes élaborés par la Russie d'entente avec l'Autriche-Hongrie.

RENÉ HENRY.

de suprêmes combats, sur cette Macédoine surtout, où déjà plus d'une fois s'est joué le sort de l'Europe orientale, où le monde romain a établi sa prééminence sur le monde grec, où les légions de l'Occident, conduites par Antoine et par Octave, ont eu raison des partisans de Brutus et de Cassius, ce champ clos où viendront se heurter tôt ou tard les ambitions sociales que suscitent les crises de l'Orient. Diplomates, s'écrie-t-il, regardez du côté de Pydna et de Philippes. Militaires, étudiez le bassin de l'Axius. Le jour où s'ouvrira l'héritage de l'empire d'Orient, c'est là qu'il se réglera ». — PAUL DESCHANEL, Discours de réception à l'Académie française.